

UNION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS

Bataille serrée pour 12 fauteuils

C'est aujourd'hui que seront élus les membres du secrétariat national de l'UGTA. Une élection qui interviendra à l'occasion de la tenue de la réunion de la Commission exécutive nationale (CEN), quatre mois après la tenue du 12^e congrès national qui a vu le secrétaire général sortant plébiscité à la tête de l'UGTA pour un second mandat.

Abder Bettache-Alger (Le Soir)- La réunion qui se tiendra à l'hôtel Safir à Alger verra pour la première fois dans l'histoire de l'UGTA la participation de 263 membres de la CEN, contrairement aux CEN sortantes où le nombre de leurs élus n'a pas dépassé les 181.

Ainsi, à l'occasion du dernier congrès, le nombre d'élus au sein de cette instance a doublé, ce qui pose la question de savoir si ce chiffre est véritablement proportionnel au nombre d'adhérents à l'UGTA.

D'autant que ces dernières années, les organisations syndicales autonomes ont ratissé très large sur le terrain même de la Centrale syndicale.

La réunion d'aujourd'hui sera présidée par le secrétaire général, où, conformément à l'article 14 des statuts, il est prévu l'installation d'une commission électorale devant veiller au déroulement de l'opération de vote.

L'article stipule que «pour toutes les opérations de vote, il est installé des commissions électorales et le règlement intérieur fixera la composition des commissions

pour chaque instance». Selon des indiscrétions, pour ce rendez-vous, «et pour la première fois», dit-on, dans l'histoire de l'UGTA, «l'élection des membres du secrétariat national se fera à bulletin secret, mettant ainsi fin à la formule de désignation qui a, jusque-là, prévalu au sein de la Centrale.

En effet, il ne s'agit point d'une nouveauté en la matière, puisque l'article 15 des statuts indique que «les élections ont lieu par le biais du choix libre, direct, à bulletin secret et à tous les niveaux et pour toutes les structures de l'UGTA, sauf autre décision émanant de la majorité. Dans ce cas, la décision est acquise par consensus ou par vote à main levée».

Sur un autre plan, il est important de signaler que l'élection du secrétariat national de l'UGTA est d'une importance capitale dans la mesure où cette structure «est responsable de la gestion administrative et financière de l'organisation syndicale». L'article 53 des statuts indique à ce sujet «que le secrétariat national, nonobstant les dispositions de l'article 50, représente



Sidi Saïd.

l'UGTA dans toutes les activités de la vie nationale et garantit l'action permanente au niveau de la Centrale syndicale, en l'occurrence l'élaboration et la diffusion des instructions, les circulaires, l'évaluation du fonctionnement et le contrôle de toutes les activités de l'UGTA, prise de toutes les mesures de nature à renforcer l'UGTA et entreprendre

des analyses et études sur la situation socioprofessionnelle des travailleurs». Enfin, l'article 54 des statuts stipule que le secrétariat national est une instance exécutive et de gestion de la Commission exécutive nationale. Il est responsable devant elle, chargé d'exécuter le programme et les élections de la Commission exécutive nationale inspiré des

résolutions et recommandations du congrès national.

C'est pour toutes ces considérations, mais également pour les «avantages» qu'accompagne le futur détenteur du poste de secrétaire national qu'un grand nombre de membres de la CEN ont émis le vœu de concourir aux douze postes de secrétaires nationaux. A ce sujet, on

indique que la course sera serrée. Ainsi, outre la quasi-majorité des secrétaires nationaux sortants, des indiscrétions font état que des responsables syndicaux tant au niveau des unions de wilaya que des fédérations et des unions locales ont annoncé leurs candidatures. Ainsi, on cite les secrétaires généraux des unions de wilaya de Tébessa, de Ouargla, de Aïn Témouchent, de Sétif, le SG de l'union de wilaya de Bordj-Bou-Arréridj (Aïdel Abdelhamid), Bachir Ramdani de Tizi Ouzou, Aïssa Menadi de Annaba, des secrétaires généraux des fédérations des Postes et télécommunications, de l'agroalimentaire, du tourisme, des matériaux de construction ou encore ceux des unions locales pour la région centre, à l'image des premiers responsables des unions locales de Ben Aknoun ou de Hussein Dey et de Rouiba, respectivement MM. Nouredine Louasaâ, Mustapha Kellou et Messaoudi Mokdad.

A. B.

ENSEIGNANTS GRÉVISTES DE LA FAIM

Plainte contre Benbouzid

Les enseignants contractuels, qui observent une grève de la faim depuis six jours, ont vivement réagi hier vendredi à la déclaration du ministre de l'Education qui les a traités de «non bacheliers». Ils ont décidé de l'ester en justice. Ils ont alerté également, dans un communiqué rendu public, sur la détérioration de l'état de santé de quatre enseignantes grévistes.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Les enseignants grévistes de la faim ont, en effet, considéré la déclaration de Benbouzid humiliante. Bien évidemment, ils ne sont pas restés sans battre en brèche l'affirmation du ministre. «Comment le ministre a-t-il alors autorisé ces enseignants non bacheliers à prendre leurs responsabilités envers les élèves alors que la législation algérienne n'autorise que les titulaires de diplômes universitaires à enseigner ? » Vrai question.

Les enseignants grévistes de la faim ont dénoncé légalement l'inéligibilité de la plupart de leurs collègues contractuels aux concours préalables à la permanisation. «La plupart des enseignants contractuels n'ont pas droit au concours

car les diplômes qu'ils détiennent ne le leur permettent pas, malgré un exercice de plusieurs années.» Les grévistes de la faim ont informé, par ailleurs, qu'ils ont sollicité la Ligue des droits de l'homme pour une assistance juridique, notamment la désignation d'un avocat qui introduira la plainte qu'il compte déposer contre Benbouzid et qui plaidera leur cause. Le mouvement de grève de la faim observé par les enseignants contractuels draine une solidarité agissante, notamment de la part des syndicats autonomes.

Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) a exprimé son soutien aux grévistes de la faim à travers un communiqué rendu public le 15 juillet.

«Le CLA se déclare solidaire du combat des contractuels grévistes. Après avoir lutté toute une année pour leur intégration, après avoir frappé à toutes les portes, après avoir été harcelés, réprimés, les enseignants contractuels continuent leur combat avec pour ultime recours la grève de la faim. 26 000 postes officiellement sont à pourvoir, et l'on exige des enseignants contractuels, dont la plupart ont à leur actif au minimum 5 années d'ancienneté, de passer par un concours pour leur intégration.

Eux à qui la tutelle a fait appel dans les périodes les plus cruciales, à ceux-là mêmes, on demande de passer par un concours dont l'issue est on ne peut plus aléatoire. Ceci est inadmissible», a noté le CLA. Le Conseil demande au ministère d'annuler la décision du concours. Par ailleurs, le CLA a estimé que les résultats du bac ne sont pas si réjouissants que le clame la tutelle. Le Conseil a estimé que la réforme dont la tutelle vante la réussite a été plutôt un échec. Il a voulu pour preuve le parcours du combattant que les élèves ont dû accomplir de la première à la troisième années secondaires.

Le CLA craint une rentrée scolaire des plus difficiles et appelle déjà à la mobilisation du corps enseignant.

«La politique de marginalisation des enseignants, employée par la tutelle, la non-prise en charge réelle de leurs problèmes, la politique de bricolage renouvelé et la politique d'autosatisfaction ne pourront qu'hypothéquer la réussite ultérieure de la réforme et ne font que prélude à une rentrée des plus difficiles, où la mobilisation des enseignants sera au rendez-vous.»

S. A. I.

TINDOUF

Démantèlement d'un important réseau de trafic de cigarettes

Un important réseau de contrebande de cigarettes étrangères vient d'être démantelé à Tindouf par les services de sécurité, a-t-on appris de source sûre. La même source affirme que plusieurs dizaines d'individus, dont des douaniers ont été interpellés au cours de l'enquête. Selon notre interlocuteur, une quinzaine de douaniers exerçant actuellement à Béchar ont été convoqués par les enquêteurs à Tindouf.

Ils ont pris l'avion mardi dernier à destination de la capitale des Reguibat. Les accusés seront déférés devant la justice aujourd'hui samedi ou dimanche, selon cette source. On ignore, jusqu'à l'heure actuelle, l'ampleur de cette affaire mais on sait cependant que l'institution douanière, qui a connu l'année dernière à Béchar un scandale qui a abouti à la condamnation de plusieurs de ses éléments, risque cette fois-ci encore d'être propulsée au-devant de la scène. Nous y reviendrons.

Liès Mourad